ANARCHOSYNDICALISME !



Edito /// Dossier : Ils ont voté, et puis après... Notre révolte sera plus forte que leur victoire_ Les uns et les autres_ Une soirée électorale peu ordinaire_ Chroniques des Assemblées Populaires Toulousaines /// Brèves de tractages_ Former ? Se former ? Pour qui ? Pour quoi ? Comment ?_ Le possibilisme est un suicide quotidien, réflexion à propos des suicides de plusieurs salariés chez RENAULT, PSA, EDF-GDF..._ Maisons de retraite, brisons le silence_ Difficile de leur échapper !_ 1er mai, une journée de soutien anti-carcéral_ Vision du temps carcéral_ Que faire de Francis ?_ Vive la Chapelle libre ! ...

Anciennement : “Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées”

N° 101 - ÉTÉ - 2007 - 2 euros

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

ANARCHOSYNDICALISME ! - Anciennement "LE COMBAT SYNDICALISTE" - BIMESTRIEL EDITE PAR LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES

ABONNEMENT

Un an :
Tarif normal : 10 euros

Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H
Toulouse

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des informations en ligne

sur le site de Toulouse :
http://cnt-ait-toulouse.fr

sur celui de Paris-Nd :
http://cnt-ait.info

et sur celui de Caen (avec un forum)
http://cnt.ait.caen.free.fr/

Secrétariat régional Midi-Pyrénées

CNT-AIT,
BP 158 82001
Montauban Cédex

Secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121, Oslo, Norvège

Ce journal est rédigé, mis en page, imprimé par des militants, salariés ou chômeurs.

Le dircteur : J. Pastor

ANARCHOSYNDICALISME !

Le "Combat Syndicaliste" change de titre pour devenir : "*Anarchosyndicalisme !*". Au-delà d'une simple modification sémantique, il s'agit d'une clarification des positions que nous défendons et des idéaux qui nous animent. C'est une façon de nous démarquer des syndicats institutionnels, collaborateurs et partenaires du pouvoir, et de réaffirmer les valeurs qui sont les nôtres.

Car le syndicalisme traditionnel n'est plus révolutionnaire depuis longtemps. Il s'enorgueillit d'ailleurs de ne pas défendre de positions globales, comme si la sphère du travail pouvait être totalement déconnectée des autres activités sociales. Qu'est-ce que le syndicalisme aujourd'hui, sinon un instrument du pouvoir et une soupape de sécurité qui empêche la société capitaliste d'imploser quand les tensions sociales deviennent trop fortes ? Les appareils syndicaux tuent dans l'œuf toute contestation autonome et livrent aux forces de l'ordre les prolétaires qui s'insurgent. Assis à la table des négociations, ils conservent leurs avantages et leurs places, au chaud.

"*Anarchosyndicalisme !*", tout au contraire, s'inscrira dans le refus de ce monde de classe et d'exploitation, hiérarchisé, fliqué, marchandisé. Révolutionnaire, il poursuivra le projet de briser ce vieux système et de bâtir une société nouvelle, sans classe, auto-administrée et émancipatrice, non autoritaire et sans hiérarchie, fraternelle et respectueuse de la liberté de chacun.

"*Anarchosyndicalisme !*" encouragera l'indispensable résistance populaire. Il place d'ailleurs ses premiers numéros sous son égide, parce que, dans ce temps de dépression, de désenchantement, de repli des individus sur eux-mêmes ; la résistance est la première étape de la libération.

"*Anarchosyndicalisme !*" soutiendra et participera aux luttes autonomes, à tous les combats contre l'autorité, l'arbitraire, l'oppression et la destruction de la planète. Il le fera dans la transversalité, car les problèmes rencontrés sur le lieu de travail, ceux rencontrés dans la vie de tous les jours, ont les mêmes causes : l'exploitation de l'immense majorité de la population par une poignée de nantis.

"*Anarchosyndicalisme !*" sera vivant et dynamique. Dans un monde en perpétuelle évolution, il cherchera toujours à rester cohérent avec ses principes et ses finalités. Aujourd'hui, c'est à la totale réappropriation de la vie, individuelle et collective, de chacun qu'il faut œuvrer. Un tel combat ne doit pas être dévoyé. C'est pourquoi il exige d'abord de l'intégrité, c'est-à-dire le refus de toute alliance ou compromission avec les partis politiques quels qu'ils soient, les syndicats réformistes et tous ceux qui, de façon avouée ou occulte, ne travaillent qu'à la conservation de ce vieux monde.

"*Anarchosyndicalisme !*" sera à la recherche de solutions collectives aux problèmes et réaffirmera l'importance du lien social et de la lutte solidaire directe entre exploités.

A toutes les époques et sous toutes les latitudes, il a toujours été, il sera toujours des moments dans l'Histoire où tout bascule. Où la population quitte son rôle passif pour passer à l'action. Une autre vie, une autre société deviennent alors possibles. C'est à l'apparition, à l'épanouissement de cette rupture historique qu'"*Anarchosyndicalisme !*" travaillera. C'est dans cette perspective qu'avec vous, avec tous ceux qui s'y reconnaîtront, ensemble, "*Anarchosyndicalisme !*" appelle dès aujourd'hui à construire et à lutter.

ANARCHOSYNDICALISME ! A BESOIN DE SOUTIEN FINANCIER !

Les frais d'imprimerie et de poste s'élévent continuellement. Nous diffusons gratuitement le journal aux personnes qui ne peuvent le payer. Nous assurons également une importante diffusion de propagande. Aussi, nous faisons appel à ceux qui le peuvent, pour payer plus largement leur abonnement ou envoyer un soutien financier. Merci à tous.



Six mai deux mille sept, 20 h. Sarkozy est élu président de la République. Dans les heures qui suivent, dans toutes les villes, dans les banlieues comme dans les centre-villes, et même dans certaines bourgades, un mouvement spontané de révolte jette dans la rue des dizaines de milliers de personnes. C'est un événement historique majeur. Pour la première fois de l'histoire de la Vème République, pour la première fois de l'histoire de la République tout court, un résultat électoral est immédiatement et directement contesté dans la rue par une fraction de la population. Dans un pays dit "de droit", un des pays où l'on vote depuis plus de deux siècles, où ce rituel est sacralisé, ce fait inouï doit tous nous interroger, fortement.

Notre révolte sera plus forte que leur victoire

Une version réductionniste du "6 mai" qui n'est pas innocente

L'idéologie dominante, qui s'exprime par la voix du personnel politique et médiatique, a unanimement minoré les rassemblements du 6 mai au soir et ceux des jours suivants.

De même, caricature et réductionnisme étaient de mise pour une certaine extrême-gauche jusque dans ces confins para-libertaires. Effrayée de son ombre, elle a aussitôt évoqué les "totos" (les autonomes) comme étant le facteur du trouble. Or, dans la rue ce soir là, il s'agissait non de militants mais de jeunes électeurs qui "*y ont cru*". Le résultat leur a été une déchirure, car pendant des semaines, chauffés à blanc par les porte-parole de la gauche et de l'extrême gauche, ils ont sincèrement crû que cette élection était un rempart - le rempart - contre le fascisme. Leur révolte est dès lors la réaction viscérale de ceux qui se sentent pris au piège, acculés au désespoir. Quand ils descendent dans la rue, c'est la douche froide : les leaders gauchistes, Monsieur Besancenot en tête (voir page14), font immédiatement savoir combien ils désapprouvent toute manifestation. Evidemment, le danger fasciste n'est pour eux qu'un argument de foire électorale. Une fois l'élection passée, il est rangé dans le sac de l'attirail foireux, jusqu'à la prochaine. Quant aux représentants avoués de la bourgeoisie - du PS à la droite - ils ont surtout cherché à minorer les faits. Ne pensons pas que cette indigence de l'analyse soit fortuite ; tous ces gens, politiciens et syndicalistes, vivent des avantages de la représentation et de la visibilité que leur offre la démocratie bourgeoise. Or, les manifestations du 6 mai sont une remise en question de ce système. Et si le pouvoir et ses porte-parole ont tour à tour caricaturé, désapprouvé ou minimisé le 6 mai, c'est bien parce qu'ils ont tout intérêt à refermer ce qui pourrait bien s'avérer devenir pour eux une boite de Pandore.

Celui qui refuse une défaite n'est pas vaincu

Pourtant, l'histoire est riche de ces révoltes contre l'ordre, les fausses évidences et les lois établies.

En 1812, lorsque le tyran Napoléon entrait dans Moscou, il s'attendait à ce que le Tsar, autre tyran, reconnaisse sa défaite. C'est par de telles soumissions qu'il avait clôturé les précédentes campagnes de la Grande Armée. Il suffisait à ce formidable instrument de la politique impérialiste française d'occuper la capitale de l'ennemi pour que celui-ci s'avoue vaincu et jette l'éponge. Contrairement au scénario habituel, la prise de la capitale russe n'eut pas ce résultat. Au contraire, bousculant les règles du jeu, la population russe déserta la ville de Moscou et mis en pratique la politique de la terre brûlée. L'empereur français se fâcha très fort "*Ils ne peuvent pas me faire ça*, aurait-il pu dire, *ils n'ont pas le droit d'aller contre les lois de la guerre !*".

Résultat : la débâcle, la célèbre retraite de Russie, provoquée par cette attitude iconoclaste des russes qui ne respectaient pas les lois du genre. Une débâcle qui devait en entraîner d'autres pour ne s'arrêter qu'en 1814, par l'abdication pure et simple du Napoléon en question.

Ainsi, en politique, il n'y a de victoire que lorsque l'adversaire s'avoue vaincu. Le refus de la défaite est bien souvent le prélude d'un renversement de situation. C'est exactement ce qui se produisit en 1940. Alors que le 9 juillet, conformément à la Constitution, les Chambres s'étaient réunies séparément pour approuver une nouvelle "*loi constitutionnelle*" et donner, selon les règles de la démocratie parlementaire, les pleins pouvoirs au Maréchal Philippe Pétain ; certains refusèrent de reconnaître ce vote constitutionnel et se placèrent ouvertement hors la loi. Parmi eux, il y eût, bien sûr, De Gaulle, lequel, le plus anti-démocratiquement du monde, et de façon extrêmement minoritaire, proclama à ce moment-là "*La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la Guerre*". Il devenait ainsi un général félon... ce qui devait le conduire, quelques années plus tard, à gouverner ce pays et à proclamer la Constitution en fonction de laquelle Sarkozy vient d'être élu ! Ces faits historiques montrent tout simplement qu'au-dessus de la loi du nombre, il y a l'immanence des idées.

Soulignons enfin que la Constitution de 1793, celle qui exprime certainement le mieux l'esprit de la République française naissante, ne

dit pas autre chose : les règles du jeu politicien sont faites pour êtres bousculées : "*Quand le gouvernement viole les droits du peuple,* affirme-t-elle avec beaucoup de conviction, *l'insurrection est le plus sacré des devoirs*". Qu'on se le dise !

Au-delà de la loi du plus fort

Le pouvoir a une tâche très précise ; c'est le contrôle des populations. Entre autres, il lui faut absolument éviter des mouvements révolutionnaires qui se dresseraient contre la misère, la faim, la destruction de la planète.

Pour cela, il dispose certes de moyens technologiques et humains de plus en plus importants, et surtout de plus en plus sophistiqués.

Mais l'expérience montre que tous ces moyens ne sont rien s'ils ne sont pas appuyés sur une action idéologique. Au-delà de la loi du plus fort, il y la conséquence de cet axiome qui dit qu'à la longue, l'épée est toujours vaincue par l'esprit. Il convient donc, pour le pouvoir, de se maintenir à la fois par l'épée et par l'esprit. Quand, par exemple, Nicolas Sarkozy sacrifie au mythe fondateur du gaullisme - la Résistance - il ne fait pas autre chose que d'étayer les bases du pouvoir : la morale de la bourgeoisie justifie la force qu'elle va employer pour défendre ses privilèges. Il résulte de tout ceci qu'un mouvement révolutionnaire peut se satisfaire d'une faiblesse de moyens mais jamais d'une faiblesse d'idéaux. Que la clarté, la cohérence sont ses armes. Le pouvoir peut être infiniment plus fort, il peut faire preuve d'une férocité inouïe pour défendre le capitalisme ; jamais il ne faut lui abandonner le terrain de la légitimité. C'est précisément en cela, que les para libertaires et l'extrême-gauche ont été et sont les complices du pouvoir. En caricaturant et en désavouant les manifestants du 6 mai au soir, ils ont octroyé au pouvoir cette légitimité qu'il recherche en permanence. Au contraire, les manifestants qui se sont placés au-delà de la loi du nombre, au-delà de la loi du plus fort, se sont dressés pour la défense de grands principes et de grandes valeurs. Spontanément, ils ont retrouvé les caractéristiques historiques d'un renversement futur de situation.

Jacques (CNT-Toulouse)

Qu'ils détruisent, nous construirons.

Les 3 400 emplois qui seront supprimés à Airbus-Toulouse ont servi d'argument lors des récentes campagnes électorales. Même si les grande - et hypocrites - déclarations se poursuivent le temps qu'il faudra, ils ne seront qu'un premier coup de semonce, car, du groupe EADS qui tient en main Airbus on peut attendre le pire*

Le scénario se dessine d'ailleurs avec précision : la compagnie chinoise Avic I, envisage d'acheter, totalement ou en partie, un certain nombre de sites d'EADS : Méaulte et Saint-Nazaire en France, Nordenham, Varel et Laupheim en Allemagne, Filton au Royaume-Uni. Les capitalistes chinois ne cachent pas leur volonté d'acquérir du savoir-faire à l'étranger pour, en exploitant à mort leur propre main d'œuvre, "produire moins cher".

Face à ce qui s'annonce comme un tsunami de licenciements, la réaction des syndicats est toute prête : sur le fond, ils défendront une industrie qui est avant tout une industrie polluante et consommatrice d'énergie fossile sous prétexte de préserver l'emploi. Dans la forme, ils développeront les arguments les plus tristement chauvins (ce sera la faute "des chinois" ou "des allemands".). Stratégiquement, ce sera une défense le dos au mur et en isolant le plus completement possible les ouvriers concernés de toute autre lutte. Bref, une fois de plus, les syndicats soutiendront la tactique du patronat : temporisation et division. C'est un enterrement de première classe qu'ils préparent.

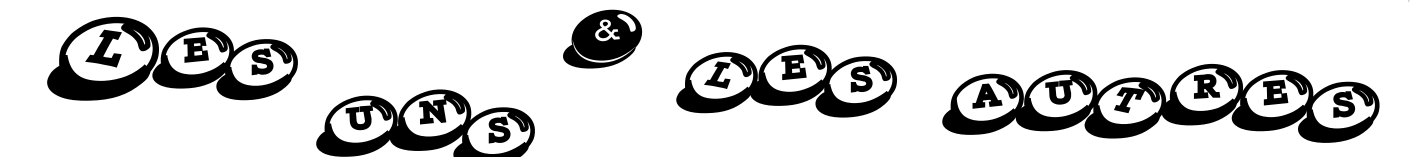
QUELLES REPONSES DES ANARCHOSYNDICALISTES ?

La tâche des anarchosyndicalistes sera précisément l'inverse : dénoncer la logique capitaliste pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une logique industrielle mortifère, prendre comme point de départ les problèmes des ouvriers, anticiper les attaques patronales et élargir ensuite la question à l'ensemble de la société. Il s'agit de transformer cette restructuration et les autres en une profonde crise sociale.

Les gens ne sont pas prêts à bouger? A tous ceux qui n'ont que ces mots à la bouche, rappelons l'affaire de la prime de 2,88 euros. Quant cette prime outrageante leur a été annoncée, les ouvriers de la production d'Airbus sont partis en grève spontanée, en envoyant promener les syndicats. En quatre jours, ils ont obtenu 800 euros de prime et 2,8 % d'augmentation de salaire. Croyez-vous qu'ils ne soient absolument pas capables d'avoir une réaction du même ordre quand on les mettra à la rue ? Il manque d'ailleurs peu de choses pour que de tels accès de combativité ne se transforment en prise de conscience ! La crise sociale qui s'annonce peut permettre de le faire. Mettons là à profit pour développer notre attaque contre la logique industrielle et capitaliste. Servons-nous en pour développer de nouvelles stratégies : Favoriser d'abord, en autonomie et en rupture avec les syndicats, le regroupement des ouvriers les plus radicalisés, de leurs amis et familles. Faire ensuite sortir la lutte du corporatisme pour la prolonger à l'extérieur, non pas simplement en faisant allusion à une solidarité charitable, mais en recherchant l'extension à tous ceux qui subissent les cadences infernales, à tous ceux qui sont jetés à la rue par les délocalisation (comme, en ce moment, les salariés de SFR). Propager l'idée de grève spontanée, de blocage de la production. Pour ceux qui aspirent à changer le monde, il y a du travail sur la planche.

Guy Nemer

* En 2005 les gros actionnaires de ce groupe ont vendu leurs actions juste avant l'annonce des retards pris sur l'A380. En 2006 l'ancien patron est parti avec plus de 8 millions d'euros dans sa poche. Enfin les actionnaires se sont voté en 2007 un confortable dividende...



Ils sont pour la plupart déçus, dépités, outrés, indignés, apeurés, découragés. Les plus hardis sont en colère, les plus sincères ont la rage. Après les anti-fachos, ces folkloriques chasseurs de F-haine, voici les anti-sarkos, et, parmi eux, le noyau dur, celui des défenseurs-citoyens de la démocratie parlementaire. Ceux-là ont hurlé à la liberté par les urnes, sillonné les banlieues et envahi les ondes en poussant les jeunes à aller s'inscrire sur les listes électorales. Ils n'avaient à la bouche que les gros mots de "citoyens", de "droit de vote", de "majorité populaire" et finalement, ils ne parlaient que d'élections.

L'abstentionniste était un paria, un irresponsable, un traître, un complice du sarko-fachisme. A leur appel, le peuple black-blanc-beur allait faire barrage au petit facho. Et patatras ! Sarko et sa clique ramassent la mise et haut la main ! Une majorité de votards préfère une France policée, capitaliste, raciste et inhumaine. Dure réalité qu'on avait soigneusement cachée aux néophytes. Et si les plus sincères se révoltent ; ne pensez pas que les démocrates de la belle gauche soient pantois ! Le discours de peur, celui par lequel ils ont rabattu l'électeur potentiel vers les urnes avait certes pour objectif de "gagner" une élection. Mais ils savent que, même quad leur parti a perdu, du moment que l'électeur s'est déplacé, le système a gagné.

Car, même s'ils sont allés ensuite aux législatives la silhouette voûtée, la mine défaite, et la main toujours docile pour parachever leur défaite, ils espèrent bien que ces nouveaux électeurs, resteront les braves citoyens humanistes et naïfs par commodité. Certes, après le plus fort taux de votants, ils ont enregistré, un moins après, le plus faible. Mais, ils feront tout pour que ceux qui ont entrevu, l'espace d'un instant, que la social-démocratie n'a rien à voir avec la liberté et la fraternité, oublieront cet instant de lucidité. Qu'ayant fait le premier pas, celui qui est le plus difficile, ils recommenceront, qu'en leur insufflant de nouvelles craintes, ils se résigneront la prochaine fois à sauver "leur gauche", celle qui promet des militaires dans les écoles, la chasse au sexe, le flicage des familles, le travail obligatoire et la carte d'identité pour les chiens.

Alors, remettons les points sur les "i". Ceux qui ont eu une pulsion de révolte après avoir voté l'ont ressentie parce que, confusément ou pas, ils ont compris qu'ils se sont fait manipuler. Ne laissons pas tourner leur colère dans le vide. Apportons-leur des arguments qui leur permettent d'avancer.

En premier lieu, rappelons que les hommes politiques dans une telle démocratie ne sont pas des décideurs, mais les employés dociles et avides de la classe dominante. En quelque sorte, ils sont un peu des DRH (Directeurs des ressources humaines) des sociétés capitalistes blanches occidentales. Comme l'a dit sans rire Laurence Parisot, matrone du Medef, *"Votez comme vous voulez, puisque les deux candidats sont favorables à une économie de marché"*. Leur fonction véritable : assurer l'ordre social nécessaire au bon fonctionnement du marché. Ni plus, ni moins. Dans le monde de la marchandise, la démocratie parlementaire est avant tout un moyen de police permettant de façon économe et efficace de faire fonctionner le vaste marché des citoyens / producteurs / consommateurs. Elle offre le spectacle de la démocratie pour donner à l'individu l'illusion de choisir sa vie, mais elle est une force de répression omniprésente, au nom même de cette parodie de démocratie menacée. Voilà la réalité de ce monde.

En second lieu, il est utile, quoiqu'un peu dérisoire, de rappeler que cette gauche que ses électeurs - frustrés ou pas - appelaient tant de leurs vœux, pardon de leur vote, a été dans le domaine de la domestication des peuples et de la glorification du profit individuel tout aussi performante que la droite. Rappelez-vous, sous le règne de François 1er dans les années 1980, on parlait de la décennie "fric". Comme le disait Tapie, le célèbre miterrando-sarkosiste, *"En dessous de 100 patates, t'es rien !"*. L'abolition de la peine de mort ou la mise en place de la CMU n'ont jamais pu cacher, sauf aux bobos, l'âpreté au gain et le cynisme affairiste des socialistes. Blair en Angleterre, Zapatero en Espagne, ou même le lobby démocrate américain, tous ces clans se drapant de "socialisme", d'idées dites de gauche ou de démocratie, ne sont en fait que des cliques d'arrivistes prônant chacun à sa manière le maintien de l'ordre des choses dans ce vieux monde blanc finissant. La manière forte et provocatrice d'un Sarko ne doit pas faire oublier la façon sournoise et servile, mais tout aussi liberticide, d'une Ségo pour garantir à la bourgeoisie le maintien voire l'accroissement de ses privilèges.

Enfin, histoire de provoquer un peu, de mettre le doigt sur les limites de la soi-disant indignation des bien-pensants, il serait plaisant de faire un petit cours d'histoire, de rappeler que les changements radicaux de société ne se sont jamais faits dans les urnes, mais dans les rues, que la pratique de la démocratie, si c'est de ça qu'on veut parler, ne se limite pas à la fréquentation des bureaux de vote, mais exige un engagement bien plus grand, et plus constant. La désobéissance civile, le sabotage, la réappropriation, les comités de lutte, les assemblées populaires, les grèves générales et non corporatistes, les réseaux de solidarités, voilà des chemins de démocratie, voilà des armes aiguisées pour abattre la classe dominante.

Alors, laissons passer la caravane majoritaire des anti-sarkosistes, ceux qui s'indignent mais qui ne veulent pas changer de monde mais seulement de maître ; et ouvrons la porte à ceux d'entre eux qui, au-delà de la personne, ont commencé à comprendre que c'est tout un système qui est en cause."

Ghislain (Evry)

Une soirée électorale peu ordinaire

Dimanche 6 mai, 19h40 à la Reynerie (Toulouse) : 20 minutes avant la proclamation des résultats des élections, rue de Kiev, deux voitures sont incendiées. Il est vrai que des policiers n'avaient pas attendu l'heure officielle pour fêter l'élection de leur ancien patron en paradant dans le quartier avec des affiches de ce dernier, en ponctuant leur passage devant les habitants du quartier de "gestes amicaux" (bras d'honneur et autres gestes de bon goût).

Cet incendie n'allait pas rester isolé. Toute la soirée, des manifestations spontanées allaient éclater dans plusieurs villes de France. A Toulouse-centre, 1 500 à 3 000 personnes, rassemblées au Capitole, après avoir brûlé des drapeaux tricolores décrochés du fronton de la mairie par quelques alpinistes iconoclastes, décidèrent d'aller dire aux suppôts du nouveau pouvoir tout le bien qu'ils pensaient d'eux. Le cortège fut stoppé peu avant le local de l'UMP sur les allées Jean Jaurès où les premières barricades apparurent. Jusque tard dans la nuit, plusieurs centaines de manifestants s'affrontèrent avec la police, et quelques vitrines de banques eurent à souffrir du passage d'un cortège qui su rester longtemps soudé malgré les lacrymogènes. Mais le centre ville ne fut pas le seul lieu à connaître ce que les médias appellent "des incidents". Ils n'ont d'ailleurs relaté que fort tard ces événements (il ne fallait pas gâcher la fête officielle !) alors que dans la plupart des quartiers de la ville rose, des révoltés ont laissé éclater leur colère à en donner le tournis aux hélicoptères de la gendarmerie et aux camions de pompiers : affrontements avec la police à 20 h 30 à la Reynerie alors qu'au même moment des voitures en feu étaient signalées à Empalot, dans le quartier de la Gloire et rue du Lot (quartier Bagatelle). Lorsque le calme fut revenu à 21 heures à la Reynerie, ce fut au tour du quartier voisin de Bellefontaine de connaître des "incidents". Deux voitures appartenant à des personnes gérant le bureau de vote ont été incendiées dans la cour de l'école du Recteur Dottin.

Dans les autres villes de France, des situations d'émeutes comparables ont eu lieu : A Lyon, 3 000 personnes ont sillonné les rues du centre-ville et les CRS ont mis plus d'une heure pour récupérer le contrôle de la place. A Lille, quelques centaines de manifestants se sont rassemblés en début de soirée sur la Grand-Place aux cris de "Sarko facho, le peuple aura ta peau". Les manifestants firent face à des policiers et il y eut quelques jets de canettes et de poubelles. Dans le quartier populaire de Lille-Sud, les pompiers effectuèrent une vingtaine d'interventions essentiellement pour des feux de voitures et de mobilier urbain. A Roubaix, les pompiers ont du intervenir également une vingtaine de fois pour des feux de mobilier urbain ou de véhicules. A Caen, le plus fort de la manifestation regroupa 2 000 personnes. Des slogans tels que: "Résistance !" ou "Sarko facho, le peuple aura ta peau !" et d'autres... La manifestation se termina par une mini-émeute dans le centre ville. En région parisienne, alors que les médias se sont focalisés sur la Bastille - haut lieu de rassemblement de la gauche - des gens ont manifesté leur colère dans plusieurs villes de banlieue : à Sevran, au Blanc-Mesnil, à Aulnay-sous-Bois, à Villepinte ou encore aux Mureaux, à Argenteuil ou à Cergy. Plusieurs véhicules furent incendiés à Rueil-Malmaison et à Nanterre, dans le département du président fraîchement élu. Enfin, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier ne furent pas en reste… Tout citer deviendrait fastidieux. En tout cas, selon le nouveau baromètre médiatico-politique, le nombre de voitures brûlées a dépassé la normale : la soirée a été chaude !

Bien sûr, l'ensemble de la classe politique a condamné ces "violences" et celles des jours qui ont suivi (pour Toulouse essentiellement dans les quartiers populaires) comme étant des atteintes au suffrage universel. Encore une fois ils n'ont pas voulu voir que ces manifestations sortaient des tripes, ne répondaient à aucun mot d'ordre, qu'elles n'étaient encadrées par aucune organisation, fut-elle anarchiste. Comme l'écrivait un compagnon de Caen, il y a plusieurs choses intéressantes dans ces manifestations : la fête de l'UMP a été gâchée ; de nombreux individus n'ont pas voulu entendre les sempiternels discours de la gauche et de la gauche de la gauche ; un sentiment diffus du rejet du système s'est manifesté. Ces réactions spontanées, même si elles sont encore sporadiques, sont encourageantes pour l'avenir, car elles sont le signe qu'une partie de la population refuse de se résigner au pire malgré le discours citoyenniste rabâché à longueur de journée par les médias ou dans les écoles...

Ce type de mouvement - comme celui des banlieues, du CPE, d'Airbus à St Nazaire, Nantes, Toulouse... - à la fois spontané et homogène, peut laisser espérer qu'un processus profond de lutte sociale, fait de hauts et de bas, de périodes de découragement et d'autres dl'emballement, est inéluctablement engagé en France. Les Assemblées populaires, apparues à cette occasion, en sont une des expressions.



Chroniques des assemblées populaires toulousaines

Tout a débuté le soir de l'élection présidentielle. Comme dans de nombreuses villes à l'intérieur de nos frontières, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exprimer leur colère. Sans aucun mot d'ordre ni appel d'une organisation quelconque, ces mêmes personnes se sont retrouvées le lundi soir, puis le mardi, place du Capitole. C'est là, au cours de discussions fraternelles (nonobstant les lacrymogènes et les agents provocateurs de la police) que certains ont émis l'idée de se retrouver, afin de créer un espace de dialogue véritablement démocratique, avec pour objectif de préparer la résistance populaire nécessaire pour contrer le pouvoir politique fraîchement élu. Ailleurs, comme à Nantes, des initiatives similaires ont également été prises. Aux dernières nouvelles, se tenant tous les mercredis, elles réunissaient plusieurs centaines de personnes.

Il y eut donc un premier rassemblement, le dimanche 13 mai, sur la place St Aubin, en début d'après-midi. Là, étaient présents plus d'une centaine de personnes. Cette assemblée - à première vue hétéroclite - composée d'étudiants, de travailleurs et de sans domicile fixe, était animée du même sentiment, à savoir la légitimité de leur colère - par opposition à la soi-disant légitimité électorale - et la nécessité de s'organiser pour résister. Il fut donc décidé de continuer, et le prochain rendez vous fut pris pour le mardi suivant à la Chapelle - un squat culturel toulousain bien connu - toujours pour discuter et se rencontrer, mais aussi en vue de la préparation d'une manifestation le mercredi 16 mai, jour de l'intronisation de notre nouveau despote.

Si les organisations politiques avaient quant à elles appelé à une manifestation cortégiale, pour 18h le même jour, et avaient réuni un peu plus de trois cents personnes, elle s'était terminée par un "Bon, ben la manif est terminée, dispersion et à la prochaine" - ce ne sont pas les mots exacts, mais là en était bien l'essence (faute de vouloir allumer la mèche). Le rassemblement, appelé entre autres par l'assemblée, réunit quant à lui plus de deux cents personnes. A noter que la plupart des présents n'avaient d'ailleurs pas participé à la promenade pseudo revendicative habilement programmé à la hâte 2 heures plus tôt.

Donc, ensemble sur cette place et durant plusieurs heures, au grand dam de la police et malgré les provocations, nous avons discuté, par petits groupes, passant de l'un à l'autre, un débat par-ci, une discussion par-là. L'information fut donnée qu'une assemblée aurait lieu le dimanche suivant, à la Reynerie, afin de créer des liens entre le centre ville et le quartier ghetto du Mirail, conformément à la décision de la veille prise à la Chapelle.

C'est ainsi que se sont déroulées trois nouvelles assemblées populaires. Après celle de la Reynerie, vint celle d'Arnaud Bernard - un autre quartier populaire de Toulouse - puis encore une autre le week-end dernier, toujours à la Reynerie. Ainsi, au moment où j'écris ces lignes, le prochain rendez-vous est prévu de nouveau sur la place St Aubin. Si, au fil du temps, l'affluence a connu quelques baisses, chaque assemblée voit arriver des personnes nouvelles - venant partager leurs expériences, leurs colères, leurs espoirs - et s'en trouve à chaque fois enrichie.

Ainsi, suite à la venue de salariés de l'aéronautique, des tracts ont été rédigés (par les intéressés eux-mêmes) et distribués cette semaine sur différents sites d'Airbus, appelant les travailleurs à la résistance pour lutter contre le plan Power 8 et les encourageant dans la grève sauvage comme ils ont su le faire il y a quelques semaines. De même, des solidarités sont nées avec des agents des maisons de retraites qui manifestaient le lundi de Pentecôte pour dénoncer leurs conditions de travail et le fait que le jour férié volé n'a résolu aucun problème.

Mais direz-vous, quelles sont les perspectives, les buts, les modes d'organisation ? Moi-même ou d'autres vous répondraient certainement des choses bien différentes. Une chose est sûre, ces assemblées populaires sont un espace de rencontre et de partage. Là se tissent des liens et gageons, comme me le laissent entendre les personnes rencontrées lors des différents tractages *"On connaît, on en a entendu parler"*, que lors du prochain accès de colère, elles seront un formidable outil, non instrumentalisé et n'appartenant à aucune organisation, pour engager la résistance populaire et lutter.

Kiddam (Toulouse)

Brèves de tractages

Le jeudi qui a suivi l'Assemblée Populaire à la Reynerie, 3 policiers mal inspirés - comme dans la chanson de Brassens - ont arrêté un vendeur à l'étalage (sans papiers) sur le marché où nous avions distribué des tracts la semaine précédente. Et comme dans la chanson, plusieurs dizaines de personnes, tous sexes et âges confondus, ont opposé une farouche résistance. Tout ce qui passait à portée de main à volé et nos fiers agents sont repartis, peut-être avec quelques bleus, mais en emmenant ce jeune qui a pris dans la foulée 1 an de prison ferme ainsi que trois ans d'interdiction du territoire.

La semaine suivante, lors du tractage pour informer de la deuxième Assemblée Populaire à la Reynerie, toujours sur ce même marché, nous avons assisté à une véritable opération de vengeance policière. En effet, des agents de la BAC, de la PN, des Douanes ainsi que la PAF ont débarqué à plusieurs dizaines, contrôlant badauds et marchands, encerclant littéralement la place Abbal. Sous le regard indigné de la population, ils ont interpellé six sans papiers dont un grand-père et sa petite fille.



La formation professionnelle pour adultes n'a jamais été le monde merveilleux décrit dans les documents officiels, par les universitaires ou certains salariés et dirigeants...

D'une part l'accès à la formation, que ce soit dans les entreprises privées ou dans d'autres structures (organismes pour les demandeurs d'emploi) est profondément inégalitaire (ceux qui en bénéficient le plus sont les cadres et les personnes diplômées), d'autre part les conditions de travail subies par les salariés de la formation professionnelle sont difficiles et ne permettent pas d'offrir de bons moyens de formation aux demandeurs, ceci étant flagrant dans le secteur dit "de l'insertion".

Si depuis les années 70, les financements publics pouvaient entretenir l'illusion pour certains que la formation professionnelle était un moyen permettant de résoudre les disfonctionnement de la société capitaliste, aujourd'hui, et ce depuis quelques années, la rationalisation des moyens, c'est à dire la recherche du moindre coût, et le contrôle permanent des salariés, notamment par la mise en concurrence générale des structures de formation dans l'insertion, suffisent pour réaffirmer que nous sommes bien dans un processus de contrôle social. On peut prendre comme exemple le contrat de travail. Les contrats précaires se multiplient, CDD, contrat d'usage, de vacation, CDII, CNE sont monnaie courante et représentent la quasi totalité des embauches dans le domaine de l'insertion. Ces contrats sont un bonheur pour les financeurs et les dirigeants des organismes de formation car ils permettent de "coller au marché". En effet, dès qu'un organisme décroche un marché, c'est à dire une action de formation, il embauche en contrat précaire juste pour la durée de l'action de formation. Les organismes de formation dans l'insertion (accompagnement des chômeurs, remise à niveau, apprentissage du français, lutte contre l'illettrisme...) sont de plus en plus mis en concurrence et doivent s'adapter en permanence.

Nous, salariés de la formation, subissons alors une précarisation qui rend de plus en plus difficile notre travail et nos conditions de vie. Nous alternons période de chômage et période de travail avec toute l'insécurité des contrats précaires (les contrats CDD sont reconduits plusieurs fois en fonction de la "demande"). Notre travail est en général difficile par manque de place et de moyens, le temps de travail est consacré au "face à face pédagogique", nous n'avons pas ou peu de temps et de moyens de préparation. Il est fréquent que des formateurs et formatrices passent d'un lieu de formation à l'autre dans la journée. Le travail de gestion, de secrétariat subit les mêmes contraintes et aléas. Nous pourrions détailler encore plus les conditions de travail et nos rapports avec la hiérarchie. Ce sera l'objet d'un autre texte.

Nous ajouterons que les méthodes pédagogiques mises en avant par les gouvernements et autres chercheurs (auto-formation, pédagogie non directive...) ne suffisent pas à résoudre la question sociale de la formation des adultes, de l'apprentissage. Elles cachent la réalité car elles deviennent un but (combien de formateurs, formatrices pensent qu'en les utilisant des miracles vont se produire ?) et la réflexion se fait alors sur ces méthodes et non pas sur et avec ceux qui en ont l'utilité.

C'est pourquoi il nous paraît important de redéfinir aujourd'hui une éthique de la formation basée sur la liberté (liberté de former sans contrainte financière), la solidarité (qui questionne ce que nous vivons et ce que nous voulons, salariés et stagiaires), le respect de l'individu, le refus de l'exploitation et de la domination de l'autre.
Nous appelons tous les individus intéressés à en débattre.

Syndicat anarchiste interco
Paris Nord. CNT AIT.

Le possibilisme est un suicide quotidien

Réflexion à propos des suicides de plusieurs salariés chez RENAULT, PSA, EDF-GDF, ... :



Chez Renault, chez PSA, à EDF-GDF, parmi les personnels des maisons de retraite, tout comme chez les ouvriers de l'agriculture où du bâtiment, dans tous les lieux d'exploitation, les suicides, généralement passés sous silence, se multiplient. Pourquoi ?

On peut d'abord penser à l'augmentation des cadences, à la recherche de productivité et au stress à l'intérieur de l'usine,-sur le lieu de travail. Mais aussi, au raccourcissement du temps, à la recherche de la rapidité, à l'omniprésence de technologies addictives à l'extérieur.

Quelle différence en effet entre nos conditions de travail et nos modes de vie ? L'homme moderne, le producteur-consommateur , a fini par transférer les nouveaux carcans de l'exploitation (informatique, téléphone portable, gadgets divers) dans son intimité. Le travail tue ; oui, mais pas seulement. Ce qui tue, c'est la conception et le cadre dans lequel se déroulent nos existences. Dépressions, suicides, sont les réponses individuelles aux problèmes d'une société égotisée, celle du " chacun pour soi ". De l'individualisation des contrats de travail à l'isolement des individus au quotidien, tout transpire du règne marchand, tout pousse à détruire la vie relationnelle ; aucune différence de fond entre le monde du travail et le reste.

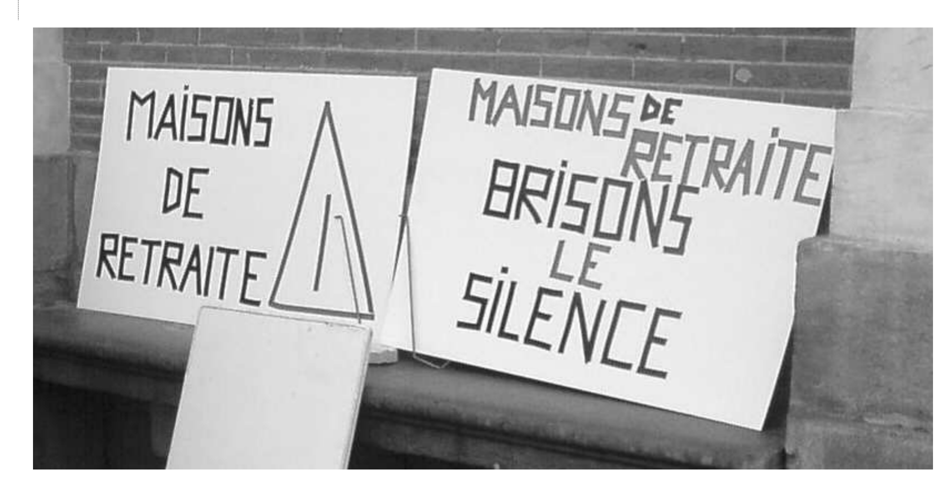
Alors, quelle est donc la cause des suicides d'ingénieurs, de cadres, d'ouvriers ? Laissons les énarques de la CNAM et les bureaucrates des syndicats pontifier avec lourdeur là-dessus. Pour peu, ils nous feraient croire qu'après les heures de boulot, la vie est un paradis. Comme si, tel le nuage de Tchenobyl, l'aliénation actuelle avait des limites géographiques, comme si elle s'arrêtait aux portes du bureau, de l'usine, du travail. Alors qu'elle est dans tout ces fragments de journée que sont les bouchons, les attentes sur le quais, les contrôles de police, la télésurveillance,... dans tout ce qui résulte d'une société totalitaire, parce que c'est la totalité des nos journées qui est soumise au règne de la même idée : l'illusion d'avoir plus, qui se paye par la certitude d'être moins. Le tableau psychiatrique des populations est là pour nous le dire, le pouvoir ne limite pas son action destructrice à 35 h par semaine.

Les valeurs idéologiques de la production ont infesté le champ de la consommation, c'est pourquoi il est inutile de séparer ce qui appartient au désespoir du travail de ce qui appartient à la démoralisation de la vie.

L'utopie révolutionnaire ne s'est jamais posée en termes objectifs ou rationnels, raisonnables, elle s'est toujours posée comme un défi. Celui de transformer la Vie.
Il ne s'agit pas de demander que notre cage soit repeinte en rose. Il s'agit, du moment où l'on se lève jusqu'à celui où l'on se couche, de pouvoir respirer librement. Il ne s 'agit pas de dire, comme certains le font, qu'il est possible de repeindre la cage et qu'il est impossible de la briser. Il ne s'agit pas de dire, comme d'autres, qu'il faut attendre que la cage se resserre plus encore pour se révolter, que ce n'est pas l'heure... dire cela ou ne rien dire revient au même, car le possibilisme et l'attentisme ne font que valider le désespoir, ne font que pousser au suicide.

Non, il s'agit d'affirmer haut et fort que briser la cage est la nécessité de laquelle doivent découler toutes nos pratiques et interventions sur le terrain social, parce qu'elle seule ouvre l'espoir d'une Vie pleine, entière et digne d'être vécue par tous et par chacun.

Y.V.



La lutte du personnel des maisons de retraite continue (voir notre précédent numéro). Elle a démarré voici plus de 3 mois avec une employée d'un groupe de maisons de retraite, victime de harcèlement. C'était les prémices d'un énorme dossier.

Des réunions des salariés, des réunions publiques et des tractages massifs dans les maisons de retraite appartenant au même groupe , ont fait émerger les plaintes de bien d'autres employés dans le même cas, certaines déjà licenciées, ayant parfois "gagné" aux prud'hommes, d'autres en cours de jugement, d'autres encore en cours de licenciement...

La maltraitance subie par le personnel entraînant logiquement la maltraitance des personnes âgées, nous avons pu recueillir nombre de témoignages particulièrement parlants quant aux conditions catastrophiques de travail et donc de vie des personnes "accueillies". Les contacts se sont étendus à de nombreuses autres maisons de retraite, car le problème est bien plus général qu'il n'y paraît.

Beaucoup de salariés sont venus le dire publiquement lors du rassemblement du lundi de Pentecôte place du Capitole, ainsi qu'aux deux réunions publiques, des salariés qui dénoncent la même dégradation permanente des conditions de travail. Cette mobilisation sous couvert d'anonymat, face aux menaces des directions, reste au ralenti dans certaines maisons de retraite, les salariés vivant dans la peur de la rétorsion.

Un cahier de doléances ouvert aux familles et aux salariés a permis de recueillir des témoignages. Le lundi de Pentecôte avait été choisi pour un rassemblement public car, depuis plus de deux ans, les pouvoirs publics empochent les salaires des travailleurs de cette journée qu'ils ont osé baptiser "journée de solidarité". Les personnels et les personnes âgées des maisons de retraite n'ont pas vu la couleur des sommes considérables ainsi rackettées sur les salariés de toutes professions.

Pas d'embauches, des salaires de misère, des postes de travail trop chargés, du harcèlement, de la maltraitance, de la culpabilité chez le personnel pas assez disponible pour les personnes âgées,... tout cela entraînant un très grand malaise parmi les personnels.

L'alerte a sonné ! Il faut que ça bouge ! Les personnels en lutte des maisons de retraite demandent à ce que les postes de travail soient allégés, que des embauches réelles soient effectuées avec du personnel qualifié, que les formations du personnel en place soient validées et enfin, inévitablement, une revalorisation des salaires, avec des primes convenables, un treizième mois pour tous et la réintégration des travailleurs licenciés.


Sous la pluie - Lundi de Pentecôte - Capitole
Rassemblement des salariés des maisons de retraite.

EXTRAITS DU CAHIER DE DOLEANCES

Les salaires et les primes :

Primes discriminatoires, à la tête du client : Certains ont 50 euros, d'autres 650 euros, indépendamment du travail effectué et de l'ancienneté.

Inégalités salariales pour le même travail. Il y a du personnel "racheté" d'anciennes boites (Sodexo, Midirest, Les chalets). Les autres salariés, en général, arrivés plus récemment, sont moins payés, n'ont pas de primes exceptionnelles, ont moins de congés et de jours de RTT... L'alignement doit se faire par le haut.

Le personnel :

Manque de personnel : Le manque d'effectif est criant dans certaines maisons, moins dans d'autres. Tout cela est fonction de la direction qui est en place et qui a tout pouvoir. Dans l'ensemble, les postes sont trop chargés, surtout les postes de serveuse et d'aides soignantes, ce sont pourtant les postes le plus exposés.

Atteintes à la vie privée : Des caméras et des micros enregistrant les conversations sont posés dans certains accueils, on se pose la question des autorisations et de l'atteinte à la vie privée des gens (résidents, personnels, familles, visiteurs).

Formation : Les formations nous sont souvent refusées ou le plus souvent laissées sans suite alors que sans formation, il y a des

postes que nous ne devrions pas occuper et qu'on nous oblige quand même à occuper. Ceux qui sont appelé les "faisant fonction" font le même travail que les diplômés (aide soignant…), mais n'en ont ni la formation, ni la qualification, ni le salaire.

Harcèlement : Culpabilisation du personnel, maltraitance du personnel, dévalorisation, discrimination raciale (*"encore une noire !"*) , pressions de tous genres (employée obligée de signer une lettre de démission,…), interdiction de parler aux résidents ou de se rendre à une réunion publique sur le temps privé ! Les dirigeants se croient tout permis. Les dépressions sont fréquentes dans les services, pouvant aller très loin. Par exemple, nous avons compté 65 démissions en deux ans sur une seule maison de retraite. La direction ne bouge pas. Il y aurait à ce jour 75 dossiers en prud'hommes en cours pour un seul groupe de maison de retraite de la région.

Les résidents :

Disparités abracadabrantes dans les maisons de retraite d'un même groupe (par exemple : le temps imparti pour faire la toilette d'une personne âgée peut être d'une dizaines de minutes à peine dans une maison alors qu'il peut être correct dans une autre…). Les toilettes peuvent être "à la chaîne", une seule aide soignante (ou faisant fonction non formée) doit effectuer jusqu'à 14 toilettes en un temps record. Pas le temps de parler, d'être aimable dans ces conditions, faut tracer.

Lever parfois à 5 ou 6 heures du matin (en fonction des plannings), coucher parfois à 18 heures et même avant !

Repas pour les personnes dépendantes : c'est parfois du "bourrage d'estomac" à la seringue. Comme avec des animaux, une employée pour deux personnes âgées obligées d'avaler le repas en 5 minutes. Pas de variété dans les repas pour les personnes dépendantes qui mangent tout mouliné. Les plus dépendants sont moins bien traités que les autres. Ils n'ont pas de goûter car on n'a pas le temps. Le goûter est réservé à ceux qui peuvent aller au restaurant.

Beaucoup de familles se plaignent par derrière car elles ont peur elles aussi que leurs parents soient ensuite pénalisés. (...)

Difficile de leur échapper !

J'ai bossé longtemps, comme secrétaire dans une boîte de surveillance, pleine de machos, de petits chefs et de sbires zélés et méprisables. Déléguée syndicale*, ils m'en ont fait bavé, mais je n'ai pas cédé. Pas tout de suite. Je me suis battue pendant des années. Ils m'ont harcelée tant et tant que j'ai fini par arrêter de bosser. Malade. Inapte au travail - à leurs conditions de travail. De procès en procès, j'ai vraiment décidé de ne plus remettre les pieds dans une boîte, surtout pour faire un boulot de secrétariat qui est en quelque sorte l'exemple type de la soumission dans le monde du travail - un peu l'équivalent de la bonne à tout faire dans une maison. A force de chômage, d'entretiens personnalisés et de validations d'acquis, il a bien fallu que je retrouve un moyen de subsistance. Je me suis faite agréer "assistante maternelle" et je garde des moutards.

Finalement, je préfère la compagnie des enfants à celle des "collègues de travail". Je me démène, je cherche des idées partout, pour leur proposer des activités, faire des trucs sympas avec eux. On s'entend bien.

Mais il faut bien reconnaître que rester 24 heures sur 24 chez soi, pratiquement sans sortir, seule avec les mômes, ça finit par peser. Alors je suis sortie, je suis allée rencontrer d'autres assistantes maternelles dans une structure mise en place par la communauté de communes, histoire de changer d'air et aussi de donner la possibilité aux bambins de rencontrer d'autres bambins et de pouvoir jouer avec eux. C'est vrai, toujours avec un ou deux adultes, parents ou nourrice, c'est un peu limité comme environnement social, pour eux aussi. Effectivement, la structure est bien faite, avec de l'espace, des jeux, des livres, de la musique… Tout pour plaire, ou presque. Parce qu'à peine arrivée, l'animatrice locale, payée par la communauté de communes, se met en devoir d'animer le groupe : *"Tiens, Machine, tu veux bien lire l'histoire aujourd'hui ? Les enfants, allez, on s'assied et on ne bouge plus, on écoute l'histoire !"*. Ou encore : *"Bon, je vais vous montrer des instruments de musique et vous dire comment ils s'appellent ; non, on ne touche pas pour le moment, vous écoutez et vous regardez !"*. S'ils n'obtempèrent pas, on a droit nous aussi à une remarque *"Ne les laissez pas faire ce qu'ils veulent, il faut qu'ils apprennent !"*. Non mais je rêve ! Ils n'ont pas trois ans ces gosses, ils auront bien le temps d'apprendre à "rester assis sagement" quand ils entreront en maternelle ! En attendant, certains s'intéressent, les autres tournent la tête vers les jeux ou se mettent à rêver. Et elle se permet en plus de nous faire des remarques quand on discute (pourtant sagement assises) entre nous en les laissant tranquillement jouer entre eux : nous devons nous en occuper ! Et quand on a été plusieurs à demander les clefs du local pour pouvoir y amener les gosses en toute tranquillité (sans le flic payé par la communauté de communes), eh bien c'est non, *"de toutes façons, vous êtes obligées de passer par nous"* nous a rétorqué la présidente. Grave ! On a élevé nos gamins, on a obtenu (après bien des flicages) l'agrément pour en garder d'autres, on s'entend avec les parents qui sont favorables à ce qu'on amène leurs gosses dans de tels lieux, mais d'après les "professionnels de la petite enfance", on est des cruches, c'est dire : on n'a même pas de diplôme !

Ah ! Tant que l'éducation des enfants reste une affaire domestique, des femmes non formées par l'Institution font l'affaire, mais quand ça sort du foyer, ça devient une occasion de plus pour fliquer les adultes et pour mater les gosses.

Juju

* Pas de la CNT-AIT, bien entendu. Ce texte émane d'une sympathisante.



Le 1er mai, une journée de soutien anti-carcéral

Un 1er mai, sous le crachin... Nous avons partagé un petit déjeuner tardif, place Abbal, entre une trentaine de personnes venues suite à l'appel du collectif anti-répression. A midi, quelques coureurs et cyclistes courageux ont lancé le départ pour Seysses.

Rendez-vous à l'église de Seysses pour partager un pique-nique sous une pluie qui s'était intensifiée au fil des kilomètres. A quatorze heures, le cortège d'une centaine de personnes s'est dirigé vers la maison d'arrêt en criant des slogans anti-carcéraux et en chantant des chansons révolutionnaires. Arrivés devant un cordon de gendarmes (qui nous attendaient, comme tous les ans !), nous avons continué à nous manifester dans le but d'être entendus par les prisonniers.

Pari réussi, puisque par la suite, nous avons appris que le " téléphone carcéral " avait bien fonctionné, car dès onze heures le matin, les détenus nous attendaient. Un grand merci à tous les gens qui ont bravé la météo pour exprimer leur mécontentement, leur solidarité et leur soutien aux prisonniers, " contre toutes les prisons ".

Parce que la prison aujourd'hui, c'est l'enfermement et les brimades d'une classe sociale ; c'est la bourgeoisie et sa justice contre les prolétaires. Les brimades au quotidien, c'est :

- la lecture et la censure du courrier, contre les familles et les prisonniers,
- les fouilles au corps, le manque de soins, la non-assistance, la torture psychologique du mitard et des quartiers d'isolement, …

Nous invitons chacun à se solidariser et à rejoindre le CASP pour faire cesser l'arbitraire, en écrivant aux prisonniers, en les soutenant dans leurs luttes pour améliorer leur quotidien, en soutenant leurs familles.

Et l'année prochaine, nous serons plus nombreux encore…

Lutte contre la prison

Le 21 Avril 2007, le CASP* organisait, au Squat de la rue Chaussas, une rencontre sur le thème de la prison. Environ 50 personnes avaient répondu "présent", les uns pour voir le film "La raison du plus fort", les autres pour goûter au "buffet maison" et discuter un peu.

Après le film très instructif, les membres du CASP ont exposé un petit bilan et parlé des courriers parfois "problématiques" qu'ils reçoivent, notamment la réception d'appels au secours et de menaces de passage à l'acte (suicide !). Que faire concrètement dans ces cas d'urgence en plus de nos quelques lignes de réconfort ? Car, s'il est clair que nous voulons mettre l'A.P. (administration pénitentiaire) devant ses responsabilités face à ces états de chocs et à ces désirs d'en finir, nous nous méfions de cette A.P. et nous ne voudrions pas que notre dénonciation des conditions carcérales amène l'administration à régler les problèmes en "cachetonnant" les détenus à problème ou en poussant la surveillance à outrance.

Nous avons donc conclu que nous pourrions alerter l'A.P. sur la détresse des détenus, mais de façon générale, non nominative, tout en lui rappelant ses devoirs.

Rappelons simplement, que si ces lettres et ces appels au secours ne finissent pas toujours par des passages à l'acte, le nombre de suicides en prison s'élève tout de même à 114 (chiffres de 1999) et est 10 fois supérieur en prison que dans le reste du pays. Il s'agit des chiffres officiels, sachant que certains suicides sont passés sous silence et que les automutilations (non comptées dans les tentatives de suicide), concernent jusqu'à 32 % des détenus… Et sachez qu'un détenu qui se rate… finit souvent au mitard !

Marcel

(*) CASP : Collectif d'Aide et de Soutien aux Prisonniers. On peut contacter le CASP le samedi de 17 à 19 heures au local CNT-AIT, 7 rue St Rémésy (prés de la place des Carmes et de la place du Salin à Toulouse. Les familles y trouveront de l'information pratique sur la vie en prison. Chacun peut donner un coup de main (ne serait-ce qu'écrire à un prisonnier isolé, participer à un "café" des familles....

"Anarchosyndicalisme !" est adressé gratuitement, sur sa simple demande, à tout prisonnier (préciser le numéro d'écrou).

Vision du temps carcéral

Une notion très vaste, on aurait tendance à croire, en étant simpliste, que ce sont les secondes, les heures, les journées qui font les mois pour finir sur l'année.

Maintenant dans la vie quotidienne on ne se rend même pas compte qu'il passe, en citant par exemple "c'est déjà mercredi" ou "ce week-end est vite passé". Ça arrive de le dire après une semaine bien chargée à tel point qu'elle se déroule à une vitesse fulgurante. Le tout étant répétitif, fait que les mois s'enchaînent jusqu'à la fin de l'année. Et là, on se retourne en se disant en patois du sud-ouest "non di diou" je ne l'ai pas vue passer.

Bien sûr que dans les moments difficiles ou contraignants de la vie quotidienne, par exemple, dans les files d'attente des administrations pour avoir un document, on le regarde, le temps, passer désagréablement. Il y a aussi les dates d'anniversaires qui nous rappellent l'âge qui passe inexorablement au fur et à mesure. Mais dans l'ensemble on le vit tout simplement !

Dans l'autarcie carcérale, ce n'est plus la même chose. Une impression assez bizarre, comme si l'horloge s'était arrêtée, pas que les aiguilles ne bougent plus, mais plutôt font du sur place. On a presque envie de lui dire "Avance !". Les minutes paraissent des heures, qui paraissent des journées et ainsi de suite. Le plus long moment de la semaine est sans aucun doute le week-end : ces deux jours sont à eux seuls une éternité. On a beau essayer de se convaincre que ce n'est pas possible, malheureusement c'est le cas, même en le vivant on a du mal à le croire.

Parfois on essaye de le prendre, un peu comme un train en marche, en regardant les informations sur France3, deux fois par jour, pour marquer une coupure dans le temps de la journée. Sinon, le plus appréciable, c'est la radio qui rend la journée beaucoup plus "humaine".

Mais quand on n'a ni l'un, ni l'autre, (c'est un moment où chaque détenu est passé à court ou long terme, question de finances), c'est le pire ! Là, on a le sentiment d'être complètement déconnecté de la réalité, de vivre dans un autre monde (ce qui est le cas) si je puis dire (comme si on était un martien). C'est à cet instant qu'il se rappelle à nous en nous disant "Je suis là, tu vas me regarder passer seconde par seconde", cela est effrayant.

Même si on a la télé et que l'on ne fait rien de ses journées, c'est la même chose, peut être pire car on finit par devenir un "zombi" : télé, manger, dormir, avec un grand trou noir entre chaque, ça fait réfléchir. Il n'y a pas trente six moyens d'y échapper, si ce n'est de s'occuper l'esprit en lisant, écrivant, dessinant… etc. En fait, toutes les activités sont les bienvenues, on les absorbe agréablement. Au départ, on croit que c'est pour s'occuper, mais au bout de quelques mois on comprend que c'est uniquement pour l'oublier. Car il est toujours là, l'inoubliable sablier.

Pour conclure, on pourrait dire : il suffit peut être de prendre un rythme, des habitudes quotidiennes qui font qu'on l'oublie, comme si c'était normal, mais je pense que c'est cela qui fait le plus peur, en effet, se résigner ! Car il ne le faut pas, pour que l'on puisse continuer à se dire : "j'existe".

Domi, taulard.

Que faire de Francis ?

Nous ne savons pas quelle fut son enfance. Il a été brimé physiquement ou sexuellement. Pourquoi certains deviennent victimes et d'autres bourreaux ? Laissons ce sujet aux professionnels de la psychiatrie institutionnelle !

Lui, cela fait 26 ans qu'il paye (un peu de prison, 11 ans en UMD*, plus 15 ans de psychiatrie), sans aucun suivi thérapeutique. A 52 ans, il sait qu'il est fini et qu'il ne sortira de cette galère que les pieds devant. N'espérant plus rien de ce monde, il encaisse, passant 60 % de sa vie à l'isolement. Le pire de tout, c'est qu'il ne cherche même pas à se suicider. Il est tellement shooté aux neuroleptiques qu'il porte une couche jour et nuit, car il se fait dessus. Le plus dur, cela a été d'encaisser la violence des autres patients à son égard. Certains lui refusent du feu, d'autres veulent l'attraper dans un coin, le bastonner et lui couper les couilles car il a la réputation d'être un pointeur pédophile et tueur d'enfant. Il pourrait pourtant sans nul doute quitter l'H.P. et mener une vie plus digne de ce nom, mais il semble que la société bien pensante ne veuille pas de ces êtres mi-humains mi-légumes dans ses rues, ça fait sale. Le voilà donc condamné à finir sa vie entre les murs de l'hôpital !

Francis est incurable car on ne l'a pas soigné, et il ne sortira jamais de l'H.P. ! Quant à être un tueur d'enfant, certains s'amusent toujours à faire courir le bruit. Mais en fait, Francis est un simple… pyromane ! La preuve est faite une fois de plus, que la rumeur peut tuer…

Manu

UMD : Unité pour Malades Difficiles

Titi est mort

Une collègue m'a donné la nouvelle. Titi, c'était un résident de nursing. Il se portait bien pourtant. Une nuit, il est tombé près de son lit. A-t-il voulu se lever ? Peut-être une enième erreur de médicaments. Bref ,la veilleuse, qui est ASH (aide soignante hospitalière), l'a trouvé la tète en sang. Impossible d'avoir l'infirmière : une ou parfois 2 pour 1000 résidents. Et il parait pourtant que tout est nickel ! Quand l'infirmière est arrivée, elle a essayé de donner les premiers secours. En vain ! On a reproché ensuite à la veilleuse de ne pas avoir appelé le SAMU. Pourtant, elle a eu peur, car la voix hiérarchique, c'est sacré. Et on n'appelle pas le médecin sans que la personne soit en très grand danger. D'ailleurs, il est bien stipulé aux veilleurs que nous devons nous référer aux infirmiers pour juger de l'état de la personne (pardon du résident, on ne parle jamais de personne à leur propos). En tous cas, encore un mort sans soin !

Colette, ASH

Qui veut noyer les jeunes les accuse de la rage

Depuis plusieurs années, à l'entrée de l'été, la presse locale à l'unisson avec les pouvoirs publics entonne, 5 colonnes à la une et plusieurs jours d'affilé, une sinistre ritournelle sur la *"violence des jeunes"*. Violence "*incompréhensible*", "*sauvage*" et patati et pata. Le tout à propos des … petits baigneurs de la piscine municipale de Toulouse. Un tel étalage de considérations offusquées à propos d'un sujet si mince prêterait à rire s'il n'était révélateur de la haine de notre société contre certains jeunes (de couleur, of course), du besoin de justifier le flicage des espaces sociaux et de faire de l'agitation médiatique pour cacher le fond du problème.

Mais prenons par le début. Au début, il y a bien longtemps, dans les années 1920/30, il n'y avait de piscine à Toulouse que privée. Le club très chic qui la possédait, le TOEC, en réservait l'entrée à une "*clientèle choisie*", la "*jeunesse privilégie toulousaines*". A cette période où le mot "gauche" avait encore un sens, la municipalité socialiste décida d'offrir aux pauvres beaucoup mieux : la piscine municipale. La bourgeoisie ne s'y trompa pas qui dénonça la"*plage de luxe pour le prolétariat*"[1]. Cette piscine municipale devait connaître un essor considérable, tandis que celle de la bourgeoisie périclitait. Au fil des ans, avec le développement des loisirs, elle devint "le" lieu de vacances de ceux qui ne partaient pas en vacances, en particulier les jeunes des banlieues populaires. Le tout dans une ambiance sympathique et détendue : on déjeunait sur les pelouses, on faisait des pyramides humaines dans les bassins, on se jetait en grappe des plongeoirs, on jouait au foot sur les terrasses et tout le monde rigolait. Mais ce n'était pas du goût des gens très chic. Un triste jour, le 16 avril 1992, subrepticement, le conseil municipal de Toulouse, gauche et droite unanimement mêlées, décidait d'en finir avec cet esâce trop populaire. Il votait la décision de privatiser notre piscine, d'y injecter au préalable 8 202 000 francs de travaux pour créer "*un complexe nautique qui rendrait possible l'organisation d'un grand meeting international mais offrirait également une structure d'entraînement pour les nageurs de haut niveau et le club du… TOEC*"[2]. La boucle était donc bouclée : la piscine municipale allait être confisquée aux toulousains ! Fort heureusement, le bruit circula parmi les baigneurs dont un groupe amical d'une cinquantaine créait immédiatement une association de défense, bientôt rejoints par pas mal d'autres. Ce fut du jamais vu : assemblées générales en maillot sur la terrasse, tractages dans la piscine, pétitions, opérations en ville[3] et… inscription de la piscine sur l'inventaire "*des monuments historiques*" (ce qui rendait la création du complexe plus difficile). Depuis, c'est un équilibre instable entre les intérêts de la population et ceux des clubs. Si la piscine a pu être sauvée, tout a été fait pour la dégarnir d'une population manifestement jugée indésirable.

Systématiquement, méthodiquement, les pouvoirs publics ont interdit et même détruit physiquement tout ce qui pouvait plaire à des adolescents. Ainsi, les magnifiques plongeoir (deux de trois mètres dont un souple, un de cinq mètre) qui avait fait les délices de générations entière ont été purement et simplement rasés (alors qu'ils avaient été restaurés quelques années avant et qu'ils étaient en état impeccable). De même, faire "une bombe" (éclabousser), jouer au ballon dans le "bassin sportif", courir sur les plages… sont devenus des crimes justifiant l'intervention de toutes sortes de polices : municipaux , vigiles privés, CRS, brigade canine. Sans compter la fouille à l'entrée et les caméras… dans les vestiaires. Le criminel de 12 ans qui expédie trop loin son ballon est expulsé manu militari entre deux flics. Et gare à qui marche sur la plage avec des chaussures (sauf bien sûr, les godillots des flics).

Etonnez-vous que face à cette pression permanente (dans un lieu de loisir !), des jeunes se rebellent ! Plus de cinquante ans de présence assidue me permetent de l'affirmer haut et fort : les "incidents" sont générés de toutes piéces par la façon insupportable dont est maintenant géré ce lieu. Ils sont ensuite montés en épingle. Ne soyons plus dupe.

Papy

1- Citations d'époque extraites de "Toulouse 1920-40", ed Conseil général
2- Délibération, conseil municipal 16.04.92
3- Voir notre n°21, oct 92 : "Le soleil doit luire pour tout le monde".

C'EST PAS MON TRUC

PARIS, 9 mai 2007 (sources : AFP et LCI) - L'ancien candidat LCR à la présidentielle, Monsieur Besancenot, a déclaré qu'il désapprouvait les violences qui ont suivi l'élection de Nicolas Sarkozy. *"Il y a des jeunes qui sont révoltés, énervés, mais qui canalisent leur colère dans quelque chose qui n'est pas efficace. Les actions minoritaires ultraviolentes et désespérées, ça n'a jamais été notre truc"*. Le responsable LCR, "*désapprouve*" donc de telles actions mais "*…propose autre chose, c'est qu'on fasse de façon unitaire avec l'ensemble des organisations de la gauche sociale et politique, une journée de vigilance, fin mai ou début juin, pour organiser la résistance à Sarkozy*". Et d'ajouter : "*Dès que Sarkozy touchera au moindre cheveu d'un enfant sans papiers dans une école il faudra qu'il y ait une riposte, dès qu'il s'attaquera à une usine, à un quartier populaire, il faut une riposte unitaire. Il faut fédérer les forces*". Nul ne doute que grâce à une telle " *vigilance* ", le Président Sarkozy sera dans l'impossibilité de commettre demain ce que le Ministre de l'intérieur Sarkozy faisait hier au quotidien. Mais, ne chipotons pas, car, manifestement, Monsieur Besancenot a pu atteindre à l'essentiel dans ses déclarations : annoncer au peuple de France qu'il y aurait des candidats LCR "*dans plus de 450 circonscriptions*" pour les législatives de juin. La classe ouvrière est sauvée.

Quelques nouvelles de notre ami de Lauzerte.

Après plus de 20 ans d'esclavage sous la botte d'un patron sans scrupule qui était en même temps son tuteur (c'est en l'occurrence le terme légal - voir le dernier "Le Combat syndicaliste"), notre ami vit aujourd'hui à la campagne dans une famille qui le chouchoute.

Des gens de Lauzerte racontent que quand on le croisait, ces dernières années, il rasait les murs en marchant très vite, la tête baissée, le dos voûté. La liberté enfin retrouvée lui a permis aujourd'hui de marcher droit, avec le sourire et l'envie de croquer le monde. Sur son vélo, il sillonne la campagne environnante, prenant bien soin de ne pas s'approcher du village de Lauzerte, lieu qui le remet systématiquement dans la peur et la hantise de se trouver nez à nez avec son bourreau. Bourreau qui passera en procès au mois d'octobre. Nos convictions anti-carcérales font que nous ne souhaitons pas pour lui une peine de prison mais par contre le maximum d'argent versé à notre ami, si longtemps maltraité, afin que celui-ci coule de vieux jours tranquilles et à l'abri du besoin.

La famille chez qui il est aujourd'hui l'héberge jusqu'à la mi-juillet et nous recherchons une autre famille d'accueil qui pourrait prendre la suite, moyennant indemnisation financière satisfaisante. N'hésitez pas à nous écrire si vous habitez à la campagne et que vous pouvez l'accueillir.

Alice

Toujours à Lauzerte : samedi 7 juillet à 19 heures, "Couscous-loyer" à l'espace-co. Pour réserver : 09 53 79 39 13.

Lectures de vacance

Dernièrs "Cahiers de l'anarchosyndicalisme" parus :
N° 45 : Histoire de la CNT française - Première partie : de 1945 à 1993). N° 44 : Des bouclages de février aux émeutes de novembre 2005, Toulouse, une année en banlieue. N° : 43 Le syndicalisme par Lénine et les bolcheviks, l'impasse de la charte d'Amiens. N° 42 : Lectures subversives. N° 41 : Marx et l'anarchisme. N° 40 : La CNT en mai 68. N° 39 : Quelques réflexions sur la révolte des banlieues d'Automne 2005. N° 38 : Désobéissance civile et autonomie populaire, les autoréductions en Italie.

A commander(2 euros la brochure) à :
CNT-AIT, BP 201014089 CAEN CEDEX

Tu n'auras pas mon ADN

Le 16 mai, alors que le pantin burlesque se faisait introniser, Alexandre, un jeune ouvrier du batiment, se fait interpeller pour un simple collage d'affiche. Lors de sa garde à vue, où rien d'autre ne lui est reproché, il refuse le prélèvement et le fichage de son ADN. Comme il n'était que prévisible, ce fichage, reservé à l'origine aux seuls condamnés pour pédophilie, se généralise à la plupart des personnes placées en garde à vue, hormis les auteurs d'escroqueries et de corruptions, accentuant ainsi le contrôle social, la policisation de cette société et la justice de classe.

Pour tout contact, joignez le Collectif Refus ADN Rouen : refusadnrouen@no-log.org ou : CNT-AIT c/o STA, BP 1021, 76171 ROUEN Cedex 1.

Jeudi 19 Juillet à 19 heures :

Commémoration de la révolution espagnole du 19 juillet 1936

Rendez vous place Federica Montseny (quartier Empalot, près du pont du Stadium).

CNT-AIT Toulouse

CAMPING DE LA CNT-AIT :

RETENEZ CES DATES : 29 juillet au 5 août 2007

Le camping de la CNT-AIT est une façon, pour les militants, les sympathisants et leurs familles, de se retrouver, pendant une semaine, dans un cadre convivial, pour partager des activités diverses, en particulier, chaque soir, après un repas pris en commun, une discussion sur des thèmes sociétaux d'actualité est organisée. Cette année, il aura lieu du 29 juillet au 5 août. Le terrain retenu offre des conditions tout à fait correctes pour une participation très abordable. Nos lecteurs sont les bien-venus (pour toute la durée du camping ou pour un passage plus bref). Renseignez vous auprès d'un militant de la CNT-AIT ou en écrivant au journal.

POUR RENCONTRER LA C.N.T. - A.I.T.

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes). Tables de presse : le dimanche en fin de matin aux Puces de St Sernin. Au RU du Mirail. Dans les quartiers. Pour actualiser vos informations : http//cnt-ait-toulouse.fr.
MONTAUBAN : Table de presse le samedi à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris.
AUTRES VILLES DE LA RÉGION : Des tables de presse sont organisées périodiquement dans d'autres villes de la région. Pour y participer, n'hésitez pas à nous contacter.
AUTRES INFOS UTILES : Le COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS et les JEUNES LIBERTAIRES sont joignables également 7 rue St Rémésy à Toulouse le samedi après-midi_
PERSPECTIVE LIBERTAIRE : site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. http://perspectivlibertaire.free.fr_

INFORMATIONS SUR LE JOURNAL

LE CHANGEMENT DE TITRE

Le changement de titre est sans influence sur votre abonnement. Le dernier "Combat syndicaliste" publié portait le N°100. "Anarchosyndicalisme !" prend sa suite et débute donc par le N°101.

COMMENT SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT ?

Le numéro qui figure en haut et à droite de l'étiquette d'envoi correspond au dernier numéro du journal inclus dans votre abonnement. Pensez à le vérifier de temps en temps et à vous réabonner si vous n'étes plus à jour.

PROCHAIN NUMERO

Le prochain numéro d' "*Anarchosyndicalsime !*" paraîtra à la rentrée.

Vive la Chapelle libre !

Non, vous ne rêvez pas. Les fiers anarchosyndicalistes de la CNT-AIT appellent à la solidarité avec la Chapelle. Mais rassurez-vous, nous n'avons pas changé de credo ni sombré dans la génuflexion vaticanesque.

La Chapelle est en fait un lieu habité, de désir et de passion, de création et d'inventivité. Le lieu d'expérimentation sociétale, politique et artistique est occupé et autogéré depuis bientôt 14 ans par les associations *Planète en Danger* et l'*Atelier Idéal*. Il est aujourd'hui menacé d'expulsion par son propriétaire, l'Archevêché de Toulouse.

Celui-ci, pour parfaire son forfait, a donné ce terrain - par ailleurs inconstructible… - à l'association *Habitat et Humanisme* (H&H), soit disant pour que celle-ci y construise des logements et ses bureaux. On peut se demander pourquoi l'Église n'a pas trouvé d'autres terrains à donner à H&H que celui de cette expérience autogérée, quand on sait que l'Église est un des plus grands propriétaires fonciers de Toulouse comme de France. Il y a pourtant de magnifiques appartements inoccupés dans les centres villes qui pourraient tout à fait accueillir des familles nombreuses… Il faut croire que l'Église ne supporte pas la mixité sociale. Ce qui l'amène à vouloir faire taire un des rares lieux de création toulousains réellement libre de toute emprise capitalistique, accessible à chacun et ce quelle que soit sa condition sociale. La lutte contre l'exclusion c'est aussi la lutte contre l'exclusion culturelle.

Le vendredi 2 mars, les Planétiens de la chapelle ont donc été repeindre (à leur frais et à la grande surprise des propriétaires qui ne s'attendaient pas à ce qu'une équipe de peintres militants pleins de bonne volonté débarque inopinément chez eux) les locaux toulousains d'*Habitat et Humanisme*.

Le lendemain, samedi 3 mars, Bernard Devert, le dirigeant d'*Habitat et Humanisme* devait quant à lui intervenir dans un colloque organisé par *ATD Quart Monde* à la Villette contre l'exclusion. L'occasion était tentante de faire connaître aux participants le vrai visage de cette association béni oui-oui, qui annonce lutter contre les exclusions mais se comporte comme le pire des expulseurs. Ni une ni deux, les contacts étaient pris avec les copains CNT-AIT de Paris et les chapeliens quittaient Toulouse pour la capitale, pour une action commune.



Une énorme banderole fut tout d'abord déployée à l'entrée du colloque, pendant que des tracts explicatifs de l'affaire étaient distribués à tous les participants. Lors du colloque les rôles étaient bien répartis : tout d'abord, des "exclus", à qui l'on faisait lire des témoignages sur leurs difficultés en leur coupant la parole s'ils dépassaient le temps imparti, puis des "experts" qui venaient gloser sur ce que l'on avait entendu. On était dans le schéma fort chrétien de la charité, qui infantilise les pauvres en leur déniant toute capacité d'analyse de leur situation, et donc d'action sur celle-ci. Lorsque le tour de Devert fut arrivé, notre groupe se leva dans le public, avec une autre banderole "*Humanisme de façade*" et en dénonçant H&H comme un expulseur. Émois dans la salle. Un compagnon se vit refuser la parole. Devert, qui lui avait parfaitement reçu le message, n'attendit pas les questions à la fin de son intervention et se leva pour partir sans demander son reste… A l'extérieur, les compagnons qui avaient été refoulés fermement par le service d'ordre prolongeaient la discussion avec des bénévoles d'ATD. Si pour certains nous n'étions que des *"fascistes trotskystes"* (sic) pour avoir osé intervenir de la sorte (*"Ce ne sont pas des méthodes démocratiques"* nous dit sans rire un admirateur des Don Quichotte !), d'autres étaient abasourdis par cette histoire et proposaient que nous intervenions en salle pour présenter notre point de vue. Mais comme l'a dit le responsable d'ATD Quart monde *"Ici ce n'est pas un débat"*. En effet…

Quoiqu'il en soit, la soirée s'est prolongée avec les compagnons montés de Toulouse, qui sont venus nous filer également un coup de main le lendemain matin à Levallois pour une diffusion de tracts anti-expulsions. Le lundi suivant, nous apprenions que l'architecte d'H&H avait annoncé sont retrait du projet… Les voix du seigneur sont impénétrables…¦ et c'est bien à cause de ça qu'à l'approche de l'été, nous restons fortement mobilisés, des fois que la "sainte Vierge" déguisée un promoteur ait l'intention de faire une apparition munie de bulldozers célestes....

Des paroissiens en colère

Nous vous invitons à lire sur le site http://www.abri.org/atelier-ideal/ la façon dont pendant de longs mois et dans le secret le plus absolu, une stratégie concertée s'est mise en place alliant l'Archevêché et des personnalités influentes au sein de la Mairie de Toulouse (droite) et du conseil général (gauche) pour boucler l'expulsion.